



HAUTE-SAÔNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°70-2024-044

PUBLIÉ LE 2 AVRIL 2024

Sommaire

Académie de BESANCON / Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Haute-Saône

70-2024-03-29-00002 - Arrêté modifiant la carte scolaire dans l'enseignement du 1er degré public de la Haute-Saône (4 pages) Page 3

70-2024-03-29-00001 - Arrêté portant modification du règlement départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques de la Haute-Saône (18 pages) Page 8

Préfecture de Haute-Saône / Direction de la citoyenneté, de l'immigration et des libertés publiques

70-2024-04-02-00008 - Arrêté du 2 avril 2024 abrogeant l'arrêté n°70-2023-09-29-00006 du 29 septembre 2023 portant renouvellement d'ouverture temporaire au trafic aérien international de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien au profit de la société JG Aviation pour une activité de maintenance d'aéronefs (2 pages) Page 27

Préfecture de Haute-Saône / Direction des services du cabinet

70-2024-04-02-00003 - Arrêté portant réquisition du docteur Aurélien JUILLET pour la garde du 29 avril 2024 (2 pages) Page 30

70-2024-04-02-00002 - Arrêté portant réquisition du docteur Chloé CYLINSKI pour la garde du 27 avril 2024 (2 pages) Page 33

70-2024-04-02-00001 - Arrêté portant réquisition du docteur Luc RENAUD pour la garde du 20 avril 2024 (2 pages) Page 36

Académie de BESANCON

70-2024-03-29-00002

Arrêté modifiant la carte scolaire dans
l'enseignement du 1er degré public de la
Haute-Saône

Arrêté n° 70-2024-03-29-00002

portant modification de la carte scolaire dans l'enseignement du 1^{er} degré public de la Haute-Saône

**L'Inspecteur d'académie,
 directeur académique des services de l'Éducation nationale
 de la Haute-Saône**

- **Vu** le code de l'Éducation nationale, notamment les articles L211-1, D211-9 et R235-11 ;
- **Vu** la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- **Vu** la circulaire n°2003-104 du 3 juillet 2003, relative à la préparation de la carte scolaire dans le 1^{er} degré ;
- **Vu** le décret n°2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- **Vu** la consultation des maires concernés ;
- **Vu** l'avis du comité social d'administration spécial départemental du 12 mars 2024 ;
- **Vu** l'avis du conseil départemental de l'Éducation nationale du 28 mars 2024.

ARRETE

ARTICLE 1 : sont prononcées, à compter du 1^{er} septembre 2024, les **implantations d'emplois** énumérées ci-après :

0700525R	LUZE primaire	1 emploi d'enseignant (pérennisation du poste attribué provisoirement en 2023-2024) <i>avec décharge de direction réglementaire de 25%</i>
0700990W	NOIDANS-LES-VESOUL élémentaire Jules Vallès	1 emploi d'enseignant à titre provisoire (reconduction du moyen attribué provisoirement en 2023-2024)
0701195U	TER de DAMPIERRE-SUR-SALON	1 emploi : poste d'appui pédagogique
0701017A	VESOUL primaire du Stade	1 emploi d'enseignant
0700875W	VESOUL élémentaire du Luxembourg	1 emploi d'enseignant à titre provisoire (reconduction du moyen attribué provisoirement en 2023-2024) <i>avec décharge de direction réglementaire de 25%</i>
0700781U	VY-LES-LURE pôle éducatif	Attribution d'un demi-poste provisoire d'enseignant (soutien à l'organisation pédagogique)

ARTICLE 2 : sont prononcés, à compter du 1^{er} septembre 2024, les **retraits d'emplois** énumérés ci-après :

0700890M	AILLEVILLERS-ET-LYAUMONT maternelle	1 emploi d'enseignant
0701013W	CHARGEY-LES-GRAY pôle éducatif	1 emploi d'enseignant <i>avec modification de la décharge de direction qui passe réglementairement de 33% à 25%</i>
0701166M	CITERS pôle éducatif	1 emploi d'enseignant
0701086A	CORRE pôle éducatif	1 emploi d'enseignant <i>avec modification de la décharge de direction qui passe réglementairement de 33% à 25%</i>
0700346W	DAMPIERRE-SUR-LINOTTE primaire	1 emploi d'enseignant <i>avec retrait de la décharge de direction de 25%</i>
0701082W	GY pôle éducatif	1 emploi d'enseignant
0700431N	FROIDCONCHE maternelle	1 emploi d'enseignant
0700436U	FROTEY-LES-VESOUL élémentaire	1 emploi d'enseignant
0701021E	LURE élémentaire La Pologne	1 emploi d'enseignant
0700991X	LUXEUIL primaire du Stade	1 emploi d'enseignant
0700940S	MARNAY primaire	1 emploi d'enseignant
0701049KP	MELISEY primaire	1 emploi d'enseignant
0700886H	NAVENNE élémentaire	1 emploi d'enseignant <i>avec retrait de la décharge de direction de 25%</i>
0700573T	PIN élémentaire	1 emploi d'enseignant
0701064B	PLANCHER-LES-MINES primaire	1 emploi d'enseignant
0700651C	QUINCEY primaire	1 emploi d'enseignant <i>avec modification de la décharge de direction qui passe réglementairement de 33% à 25%</i>
0700888K	RONCHAMP élémentaire du Centre	1 emploi d'enseignant
0701054R 0700490C 0700667V	RPI FOUVENT LARRET ROCHE-ET-RAUCOURT	1 emploi d'enseignant
0701122P	SAINT-SAUVEUR primaire	1 emploi d'enseignant
0700301X	VALAY pôle éducatif	1 emploi d'enseignant <i>avec modification de la décharge de direction qui passe réglementairement de 33% à 25%</i>
0701111C	VESOUL maternelle Jean Morel Les Rêpes	1 emploi d'enseignant <i>avec modification de la décharge de direction qui passe réglementairement de 33% à 25%</i>
0700988U	VILLERSEXEL primaire	1 emploi d'enseignant
0700775M	VORAY-SUR-L'OGNON primaire	1 emploi d'enseignant

ARTICLE 3 : Concernant les moyens consacrés à la **formation des personnels enseignants** sont prononcés, à compter du 1^{er} septembre 2024, le retrait et l'attribution des emplois suivants :

Le retrait de l'emploi :

- 1 poste complet de décharge des professeurs des écoles maîtres formateurs (PEMF) implanté à l'école primaire Pablo Picasso de Vesoul (0701110B).

L'attribution de l'emploi :

- 0,33 ETP de décharge d'un professeur des écoles maître formateur (PEMF) implanté à l'école primaire Pablo Picasso de Vesoul (0701110B) : poste provisoire.

ARTICLE 4 : Concernant les moyens consacrés au **remplacement des personnels enseignants** sont prononcés, à compter du 1^{er} septembre 2024, les retraits des emplois suivants :

- 1 emploi de remplaçant rattaché à l'école primaire Matisse de Vesoul (0701088C)
- 1 emploi de remplaçant rattaché à l'école élémentaire Luxembourg de Vesoul (0700875W)
- 1 emploi de remplaçant rattaché à l'école élémentaire Robert Ploye d'Héricourt (0700469E)
- 1 emploi de remplaçant rattaché à l'école primaire Jules Ferry de Lure (0700831Y)
- 1 emploi de remplaçant rattaché à l'école primaire du Bois-de-la-Dame (0700989V)
- 0,5 emploi de remplaçant rattaché à l'école maternelle de Froideconche (0700431N)

ARTICLE 5 : Concernant les moyens consacrés au **pilotage et de l'encadrement pédagogique** sont prononcés, à compter du 1^{er} septembre 2024, les retraits et les attributions des emplois suivants :

Le retrait des emplois :

- 2,50 ETP : appui pédagogique en circonscription (0,5 ETP par circonscription, les circonscriptions de Vesoul 2 et Vesoul 3 étant mutualisées),
- 3,75 ETP : enseignants référents aux usages du numérique à l'école (ERUN) (0,75 ETP par circonscription, les circonscriptions de Vesoul 2 et Vesoul 3 étant mutualisées).

L'attribution des emplois :

- 5,00 ETP de conseillers pédagogiques en circonscription (1 poste par circonscription, les circonscriptions de Vesoul 2 et Vesoul 3 étant mutualisées),
- 5,00 ETP de missions Appui Vie scolaire (1 poste par circonscription, les circonscriptions de Vesoul 2 et Vesoul 3 étant mutualisées).

Le renforcement du poste de conseiller pédagogique Langues vivantes : complément de 0,5 ETP portant l'emploi à 1 ETP intégrant la mission « Ouverture à l'international ».

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Haute-Saône est chargé de l'exécution du présent qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Fait à Vesoul, le 29 mars 2024

Pour la rectrice et par délégation,
L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services de
l'Éducation nationale de la Haute-Saône



Philippe DESTABLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux qu'il vous appartient d'adresser à Monsieur le directeur académique des services de l'éducation nationale en résidence en Haute-Saône,
- soit un recours hiérarchique devant Madame la ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse,
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique peuvent être faits sans condition de délais. Etant assimilés à des demandes, ils doivent donner lieu à un accusé de réception de la part de l'autorité administrative.

En revanche, le recours contentieux doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

Toutefois, si vous souhaitez en cas de rejet du recours gracieux ou du recours hiérarchique former un recours contentieux, ce recours gracieux ou hiérarchique devra avoir été introduit dans le délai sus-indiqué du recours contentieux.

Vous conserverez ainsi la possibilité de former un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux ou hiérarchique.

Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de deux mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de quatre mois à compter de la date du présent avis – vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

Par ailleurs, un réseau de médiateurs de l'éducation nationale a été instauré par le décret du 1^{er} décembre 1998.

En vertu de ce texte réglementaire, le médiateur « reçoit les réclamations concernant le fonctionnement du service public de l'éducation nationale dans ses relations avec les usagers et ses agents ».

Le médiateur académique peut être saisi, après recours gracieux et hiérarchique, de tout litige concernant le premier et le second degrés, impliquant les services ou les établissements de sa circonscription, par courrier envoyé à l'adresse suivante :

Madame la médiatrice académique. Rectorat de BESANCON. 10, rue de la Convention 25 030 BESANCON CEDEX.
Tél. : 03 81 65 49 74. Courriel : mediateur@ac-besancon.fr.

Académie de BESANCON

70-2024-03-29-00001

Arrêté portant modification du règlement
départemental des écoles maternelles et
élémentaires publiques de la Haute-Saône

Arrêté n° 70-2024-03-29-00001

portant modification du règlement départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques
de la Haute-Saône

**L'Inspecteur d'académie,
directeur académique des services de l'Éducation nationale
de la Haute-Saône**

- **Vu** l'article R. 411-5 du code de l'Éducation nationale,
- **Vu** le décret n°2023-777 du 14 août 2023 relatif aux directeurs d'école ;
- **Vu** le décret n°2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la protection des élèves dans les établissements scolaires relevant du ministère chargé de l'Éducation nationale ;
- **Vu** la circulaire ministérielle n°2014-088 du 09 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- **Vu** l'examen par le comité social d'administration spécial départemental du 12 mars 2024 ;
- **Vu** l'avis du conseil départemental de l'Éducation nationale du 28 mars 2024.

ARRETE

Article 1er : Est arrêté le règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques de la Haute-Saône figurant en annexe.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours administratif, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 Besançon cedex 3, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Haute-Saône est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Fait à Vesoul, le 29 mars 2024

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services de
l'Éducation nationale de la Haute-Saône


Philippe DESTABLE

Affaire suivie par Mickaël PORTE

Vesoul, le 29 mars 2024

Adjoint IA-DASEN

Tél : 03.84.78.63.59

Mél : ce.ien.adjoint.dasen@ac-besancon.fr

REGLEMENT DEPARTEMENTAL DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES PUBLIQUES DE LA HAUTE-SAONE

Sur proposition monsieur Philippe Destable, inspecteur d'académie,
directeur académique des services de l'éducation nationale de la Haute-Saône

- **Vu** l'article R. 411-5 du code de l'Éducation nationale,
- **Vu** le décret n°2023-777 du 14 août 2023 relatif aux directeurs d'école ;
- **Vu** le décret n°2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la protection des élèves dans les établissements scolaires relevant du ministère chargé de l'Éducation nationale ;
- **Vu** la circulaire ministérielle n°2014-088 du 09 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques ;
- **Vu** l'examen par le comité social d'administration spécial départemental du 12 mars 2024 ;
- **Vu** l'avis du conseil départemental de l'Éducation nationale du 28 mars 2024.

Sommaire

Préambule

I. Organisation et fonctionnement des écoles publiques	3
Admission et scolarisation.....	3
Dispositions communes.....	3
1. Dispositions particulières	4
1.1. Admission à l'école maternelle.....	5
1.2. Admission à l'école élémentaire.....	5
1.3. Admission des enfants de familles itinérantes.....	5
1.4. Modalités de scolarisation des élèves en situation de handicap.....	6
1.5. Accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période.....	6
1.6. Autres modalités d'accompagnement pédagogique des élèves à besoins éducatifs particuliers.....	6
2. Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires	6
2.1. Compétence de l'IA-DASEN et projets locaux d'organisation du temps scolaire.....	7
2.2. Organisation du temps scolaire de chaque école.....	7
2.3. Les activités pédagogiques complémentaires.....	7
3. Fréquentation de l'école	8
3.1. Dispositions générales.....	8
3.2. A l'école maternelle ou élémentaire.....	8
4. Accueil et surveillance des élèves	9
4.1. Dispositions générales.....	9
4.2. Dispositions particulières à l'école maternelle.....	9
4.3. Dispositions particulières à l'école élémentaire.....	9
4.4. Droit d'accueil en cas de grève.....	9
5. Le dialogue avec les familles	10
5.1. L'information des parents.....	10
5.2. La représentation des parents.....	10
6. Usage des locaux, hygiène et sécurité	10
6.1. Utilisation des locaux ; responsabilité.....	10
6.2. Accès aux locaux scolaires.....	11
6.3. Hygiène et salubrité des locaux.....	11
6.4. Organisation des soins et des urgences.....	11
6.5. Sécurité.....	11
6.6. Dispositions particulières.....	12
7. Les intervenants extérieurs à l'école	12
7.1. Participation des parents ou autres accompagnateurs bénévoles.....	13
7.2. Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement.....	13
7.3. Intervention des associations.....	13
II. Droits et obligations des membres de la communauté éducative	14
1. Les élèves.....	14
2. Les parents.....	14
3. Les personnels enseignants et non enseignants.....	15
4. Les partenaires et intervenants.....	15
5. Les règles de vie à l'école.....	15
6. Le règlement intérieur de l'école.....	16
III. Annexes	17
Annexe 1 : organisation du temps scolaire pour chaque école du département (*).....	17
Annexe 2 : Charte de la laïcité.....	17

(*) L'organisation du temps scolaire fera l'objet d'une actualisation au CDEN de novembre 2024.

PRÉAMBULE

L'éducation est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves. Il contribue à l'égalité des chances.

Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. La loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 confirme ces valeurs en instaurant l'affichage de l'emblème national de la République française, du drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge, du drapeau européen, de la devise de la République et des paroles de l'hymne national dans chacune des salles de classe des établissements du premier degré.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnels de la communauté éducative mettent en œuvre ces valeurs. L'école garantit à tous les élèves l'apprentissage et la maîtrise de la langue française.

Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, d'exercer sa citoyenneté.

Pour garantir ce droit dans le respect de l'égalité des chances, l'encadrement des élèves est renforcé dans les écoles situées dans des zones d'environnement social défavorisé et dans des zones d'habitat dispersé, permettant, de façon générale, aux élèves en difficulté, quelle qu'en soit la nature, en particulier de santé, de bénéficier d'actions de soutien individualisé. Il contribue à un enseignement de qualité visant à la réussite de tous les élèves.

L'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue est assurée à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique.

Le service public de l'éducation repose sur des valeurs et des principes dont le respect s'impose à tous dans l'école : principes de gratuité de l'enseignement, de neutralité, de laïcité et d'obligation scolaire. Chacun est également tenu au devoir d'assiduité et de ponctualité, de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et sa sensibilité, au respect de l'égalité des droits entre filles et garçons, à la protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale. En aucune circonstance, l'usage de la violence physique comme verbale ne saurait être toléré. Le respect mutuel entre adultes et élèves et entre élèves constitue également un des fondements de la vie collective.

Ce règlement respecte la convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 et la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789.

La Charte de la laïcité à l'École (circulaire n°2013-144 du 6 septembre 2013) est jointe au présent règlement.

Conformément à la circulaire n°2004-035 du 18 février 2004 relative à l'usage de l'internet dans le cadre pédagogique et protection des mineurs, une charte d'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) doit être mise en place dans les écoles pour sensibiliser les utilisateurs et concrétiser la responsabilisation de chacun.

I. Organisation et fonctionnement des écoles publiques

L'organisation et le fonctionnement de l'école doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés aux articles L. 111-1 et D.321-1 du code de l'éducation, en particulier la réussite scolaire et éducative de chaque élève, ainsi que d'instaurer le climat de respect mutuel et la sérénité nécessaires aux apprentissages.

Admission et scolarisation

Dispositions communes

En application de l'article L.111-1 du code de l'éducation, l'éducation est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. Le service public de l'éducation contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants,

sans aucune distinction. La Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la France, garantit également à l'enfant le droit à l'éducation en dehors de toute distinction qui tienne à sa nationalité ou à sa situation personnelle.

L'admission est prononcée par le directeur d'école après inscription par la collectivité territoriale compétente.

Cette inscription est conditionnée par la présentation des documents suivants :

- du livret de famille, d'une carte d'identité ou une copie d'extrait d'acte de naissance ;
- d'un document attestant que l'enfant a été soumis aux vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication en application des dispositions des articles L.3111-2 et L.3111-3 du code de la santé publique (certificat du médecin ou photocopie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, carnet international de vaccinations).

Le certificat d'inscription, délivré par le maire de la commune dont dépend l'école, est transmis au directeur d'école. Ce dernier document indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles, celle que l'enfant fréquentera.

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d'école procède, pour les enfants soumis à l'obligation scolaire conformément à l'article L.131-1-1 du code de l'éducation, à une admission provisoire de l'enfant. Au regard de l'article R3111-17 du code de la santé publique, les vaccinations obligatoires devront être effectuées dans les trois mois qui suivent l'admission à l'école.

Il convient de rappeler que les personnels de l'éducation nationale n'ont pas compétence pour contrôler la régularité de la situation des élèves étrangers et de leurs parents au regard des règles régissant leur entrée et leur séjour en France. La circulaire n°2012-141 du 2 octobre 2012 relative à l'organisation de la scolarité des élèves allophones nouvellement arrivés donne toutes précisions utiles pour l'organisation de la scolarité de ces élèves.

Les modalités d'admission à l'école maternelle et élémentaire définies ci-dessus ne sont applicables que lors de la première inscription dans l'école concernée.

S'agissant d'un acte usuel, l'inscription d'un élève peut être prise à la demande d'un seul de ses parents. La communication de l'adresse du second parent devra être systématiquement demandée.

En cas de changement d'école, un certificat de radiation est émis par l'école d'origine. S'agissant d'un acte usuel, le certificat de radiation peut être établi à la demande d'un seul des parents. Il est néanmoins préconisé que le directeur d'école en informe l'autre parent pour qu'il lui confirme son accord ou saisisse le juge aux affaires familiales de toute urgence.

En outre, le livret scolaire est remis aux parents dans les mêmes conditions, sauf si ceux-ci préfèrent laisser le soin au directeur d'école de transmettre directement ce dernier au directeur de l'école d'accueil. Le directeur d'école informe de cette radiation le maire de la commune de résidence des parents de façon à ce que celui-ci puisse mettre à jour la liste des enfants soumis à l'obligation scolaire résidant dans sa commune conformément aux dispositions de l'article R.131-3. Il transmet par la suite cette information au maire de la commune où se trouve l'école dans laquelle les parents ont annoncé leur intention de faire inscrire leur enfant afin que ce dernier puisse également s'acquitter de sa mission de contrôle du respect de l'obligation d'inscription conformément à l'article R.131-4 du code de l'éducation.

Le directeur d'école est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits et de la mise à jour constante de la base des élèves du 1^{er} degré (ONDE). Il veille à l'exactitude et à l'actualisation des renseignements qui figurent sur ces documents.

1. Dispositions particulières

Lorsque des circonstances particulières entraînent un conflit entre la famille de l'élève et l'équipe pédagogique de l'école où il est inscrit, le directeur académique des services de l'éducation nationale peut prendre, après consultation de l'équipe éducative et de l'inspecteur de l'éducation nationale responsable de l'école, la décision d'inscrire l'élève dans un groupe scolaire différent afin de lui assurer toutes les garanties de sérénité dans les rapports du milieu familial avec le milieu scolaire, indispensables pour le succès de l'action éducative.

1.1. Admission à l'école maternelle

Conformément aux dispositions de l'article L.131-1 du code de l'éducation, l'instruction est obligatoire pour tout enfant âgé de trois ans au 31 décembre de l'année civile jusqu'à l'âge de seize ans révolus. Aucune discrimination ne peut être faite pour l'admission d'enfants étrangers ou de migrants dans les classes maternelles, conformément aux principes rappelés ci-dessus.

L'article L113-1 du code de l'éducation modifié par ordonnance n°2021-611 du 19 mai 2021 – article 8 dispose que « *dans les classes enfantines ou les écoles maternelles, les enfants peuvent être accueillis dès l'âge de deux ans révolus dans des conditions éducatives et pédagogiques adaptées à leur âge visant leur développement moteur, sensoriel et cognitif, précisées par le ministre chargé de l'éducation nationale. Cet accueil donne lieu à un dialogue avec les familles. Il est organisé en priorité dans les écoles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne et dans les régions d'outre-mer. Dans ces classes et ces écoles, les enfants de moins de trois ans sont comptabilisés dans les prévisions d'effectifs d'élèves pour la rentrée. [...] ».*

Pour les enfants âgés de moins de trois ans à l'issue de l'année civile où a lieu la rentrée scolaire, ces dispositions du code de l'éducation n'instituent pas un droit à l'accueil dans les écoles et classes maternelles.

L'appréciation de la possibilité de scolariser un élève de moins de trois ans revient à l'inspecteur d'académie - directeur académique des services de l'Éducation Nationale.

Dans le cadre de l'examen de ces demandes, trois critères, prévus par l'article L.113-1 du code de l'éducation, sont cumulativement mis en œuvre :

Critère n°1 : l'environnement social

Les éléments de l'appréciation, par l'autorité académique, du caractère défavorisé de l'environnement des écoles s'appuient sur des indicateurs établis par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale et par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Cette appréciation est réalisée en lien avec la collectivité compétente en matière scolaire.

Critère n°2 : Les conditions éducatives et pédagogiques offertes par l'école

La scolarisation des enfants de moins de trois ans est possible en fonction des places disponibles et de l'organisation pédagogique, une fois inscrits les élèves de plus de trois ans révolus à l'issue de l'année civile où a lieu la rentrée scolaire. Parce qu'il concerne des tout-petits, cet accueil d'enfants de moins de trois ans doit se tenir dans des espaces aménagés, équipés et meublés spécialement pour répondre aux besoins spécifiques à leur âge. En plus de personnels formés, l'école doit ainsi disposer de locaux et d'un équipement en matériel dédiés et adaptés, destinés à garantir la sécurité physique et affective, à orienter les activités, à autoriser la prise d'initiatives et à favoriser les interactions.

Critère n°3 : le dialogue avec la famille

Cet échange, qui revêt un caractère obligatoire, fait l'objet d'une contractualisation éducative qui prend la forme d'un document écrit visé par les responsables légaux de l'élève, le directeur de l'école d'accueil et l'inspecteur de la circonscription du premier degré.

1.2. Admission à l'école élémentaire

Conformément aux articles L.131-1, L.131-5 et D. 113-1 du code de l'éducation, tout enfant à compter de la rentrée scolaire de l'année civile où il atteint l'âge de six ans, doit pouvoir être admis dans une école élémentaire.

Toutefois, les élèves bénéficiant notamment d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) (conformément à l'article D.351-5 du code de l'éducation) peuvent poursuivre leur scolarité à l'école maternelle au-delà de l'âge de six ans.

1.3. Admission des enfants de familles itinérantes

Il est rappelé que tant à l'école maternelle qu'à l'école élémentaire, quelle que soit la durée du séjour et quel que soit l'effectif de la classe correspondant à leur niveau, les enfants de familles itinérantes doivent être accueillis (conformément à la circulaire n°2012-142 du 2 octobre 2012 relative à la scolarisation et à la scolarité des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs).

Dans les cas où le directeur d'école ne disposerait pas d'une capacité matérielle d'accueil suffisante pour admettre l'enfant qui lui est présenté, il établira immédiatement par la voie hiérarchique un rapport détaillé qu'il adressera à l'IA-DASEN, agissant par délégation du recteur d'académie. Celui-ci en informe aussitôt le préfet et prend toutes dispositions utiles pour rendre cet accueil possible.

1.4. Modalités de scolarisation des élèves en situation de handicap

En application de l'article L111-1 du code de l'éducation, le service public de l'éducation veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction.

L'article L.112-1 du code de l'éducation prévoit que tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école la plus proche de son domicile, qui constitue son école de référence. Dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation décidé par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) si ses besoins nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école ou un autre établissement mentionné à l'article L.351-1 par l'autorité administrative compétente, sur proposition de son établissement de référence et avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour à l'établissement de référence.

L'enseignant référent qui coordonne les Equipes de Suivi de la Scolarisation (ESS) est l'interlocuteur des familles pour la mise en place du Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS).

Des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés (PIAL) sont créés dans chaque département par l'article L351-3 du code de l'éducation. Ils ont pour objet la coordination des moyens d'accompagnement humain au sein des écoles et établissements scolaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat pour les élèves en situation de handicap. Ils visent à mieux prendre en compte les besoins éducatifs particuliers de l'élève en situation de handicap en vue du développement de son autonomie.

1.5. Accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période

Les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie ou d'intolérance alimentaire sont admis à l'école et doivent pouvoir poursuivre leur scolarité en bénéficiant de leur traitement ou de leur régime alimentaire, dans des conditions garantissant leur sécurité et compensant les inconvénients de leur état de santé. Le Projet d'Accueil Individualisé (PAI) a pour but de faciliter l'accueil de ces élèves mais ne saurait se substituer à la responsabilité de leur famille. Il organise, dans le respect des compétences de chacun et compte tenu des besoins thérapeutiques de l'élève, les modalités particulières de sa vie à l'école ; il peut prévoir des aménagements sans porter préjudice au fonctionnement de l'école.

La circulaire n°2003-135 du 8 septembre 2003 et le nouveau texte concernant le PAI publié au BO du 4 mars 2021 donnent toutes les précisions utiles pour l'élaboration d'un PAI.

1.6. Autres modalités d'accompagnement pédagogique des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers

Pour soutenir la capacité d'apprendre et de progresser de tous les élèves des écoles, ceux-ci bénéficient au cours de leurs apprentissages scolaires d'un accompagnement pédagogique qui répond à leurs besoins :

- soit dans le cadre d'un programme personnalisé de réussite éducative (PPRE), prévu à l'article L.311-3-1 qui permet de coordonner les actions mises en œuvre lorsqu'il apparaît qu'un élève risque de ne pas maîtriser certaines connaissances et compétences attendues à la fin d'un cycle,
- soit dans le cadre d'un plan d'accompagnement personnalisé (PAP) prévu à l'article L.311-7 pour les élèves dont les difficultés scolaires résultent d'un trouble des apprentissages. Il est mis en place après avis du médecin de l'éducation nationale et se substitue à un éventuel programme personnalisé de réussite éducative.

2. Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires

La durée hebdomadaire de l'enseignement à l'école maternelle et à l'école élémentaire est fixée à l'article D.521-10 du code de l'éducation. Par ailleurs, le décret n°2014-457 du 7 mai 2014 portant autorisation d'expérimentations relatives à l'organisation des rythmes scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires ainsi que le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 permettent, sur autorisation

du recteur, de prévoir une adaptation de la semaine scolaire sans modification du nombre d'heures total, du nombre d'heures par jour, par demi-journée et dans le respect d'une pause méridienne supérieure ou égale à une heure trente. Cette adaptation peut se dérouler sur 9 demi-journées ou sur 8 demi-journées et est soumise à une demande de dérogation concertée (conseil d'école et autorité locale ayant la compétence scolaire) auprès du DASEN par délégation du recteur.

2.1. Compétence de l'IA-DASEN et projets locaux d'organisation du temps scolaire

Conformément aux dispositions de l'article D.521-11 du code de l'éducation, l'IA-DASEN arrête l'organisation du temps scolaire de chaque école. Il prend sa décision à partir des projets d'organisation de la semaine scolaire transmis par le conseil d'école intéressé, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale. Il doit avoir au préalable recueilli l'avis du maire ou du président de l'EPCI. Si les projets d'organisation des communes ou des EPCI et des conseils d'école ne s'inscrivent pas dans le cadre des principes d'organisation du temps scolaire défini à l'article D.521-10 du code de l'éducation, l'article D.521-12 prévoit la possibilité d'une demande de dérogation. L'IA-DASEN peut donner son accord à cette dérogation après instruction des éléments pédagogiques portés à sa connaissance (ex : PEDT).

Les demandes de dérogation peuvent prendre l'une ou l'autre des formes suivantes :

- des dérogations aux seules dispositions du deuxième alinéa de l'article D.521-10 lorsque l'organisation proposée présente des garanties pédagogiques suffisantes ;
- des dérogations aux dispositions des premier, deuxième et quatrième alinéas de l'article D.521-10, sous réserve qu'elles n'aient pas pour effet de répartir les enseignements sur moins de huit demi-journées par semaine, ni d'organiser les heures d'enseignement sur plus de vingt-quatre heures hebdomadaires, ni sur plus de six heures par jour et trois heures trente par demi-journée, ni de réduire ou d'augmenter sur une année scolaire le nombre d'heures d'enseignement ni de modifier leur répartition. Ces dérogations peuvent s'accompagner d'une adaptation du calendrier scolaire national dans des conditions dérogeant à l'article D.521-2, accordée par le recteur d'académie.

2.2. Organisation du temps scolaire de chaque école

Les décisions prises par l'IA-DASEN pour fixer les heures d'entrée et de sortie de chacune des écoles du département sont présentées en annexe du règlement type départemental (conformément à l'annexe 1).

Cette annexe est accessible sur le site Internet des services de l'éducation nationale de la Haute-Saône. Dans cette annexe au règlement type départemental, prévu à l'article R. 411-5 du code de l'éducation, figurent donc :

- l'organisation de la semaine de chaque école du département,
- les heures d'entrée et de sortie de chaque école du département.

En application de l'article L.521-3 du code de l'éducation, le maire, après avis des autorités scolaires compétentes, peut modifier les heures d'entrée et de sortie fixées par l'IA-DASEN pour prendre en compte des circonstances locales.

Cette décision ne peut avoir pour effet de modifier la durée de la semaine scolaire ni l'alternance entre périodes travaillées et périodes de vacances scolaires.

2.3. Les activités pédagogiques complémentaires

L'article D.521-13 du code de l'éducation, prévoit la mise en place d'activités pédagogiques complémentaires organisées par groupes restreints d'élèves :

- pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages ;
- pour une aide au travail personnel ou pour une activité prévue par le projet d'école, le cas échéant en lien avec le projet éducatif territorial.

L'organisation des activités pédagogiques complémentaires, arrêtée par l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription sur proposition du conseil des maîtres de l'école, est précisée dans le projet d'école ou son avenant. Les parents sont informés des horaires prévus.

Le maître de chaque classe dresse, après avoir recueilli l'accord des parents ou du représentant légal, la liste des élèves qui bénéficient des activités pédagogiques complémentaires.

Les responsables dans la commune ou de l'EPCI dans le territoire de laquelle est située l'école sont informés, par le directeur de l'école, au début de chaque période d'APC, de l'organisation horaire

retenue pour ces activités et de l'effectif des élèves qui y participent.

Les APC, au même titre que le soutien en élémentaire ne relève pas du temps d'enseignement obligatoire pour les élèves.

3. Fréquentation de l'école

3.1. Dispositions générales

Les obligations des élèves, définies par l'article L.511-1 du code de l'éducation incluent l'assiduité. Les parents ou responsables légaux de l'élève sont fortement impliqués dans le respect de cette obligation. S'il revient au maire de contrôler le respect de l'obligation de l'instruction, il appartient au directeur d'école de contrôler le respect de l'obligation d'assiduité liée à l'inscription à l'école (conformément à l'article R.131-6 du code de l'éducation).

En application de l'article R.131-5 du code de l'éducation, l'enseignant de chaque classe tient un registre d'appel sur lequel il inscrit les élèves absents. Au début de chaque demi-journée, l'enseignant ou toute personne responsable d'une activité organisée pendant le temps scolaire procède à l'appel des élèves. S'il constate une absence non annoncée, il en informe le directeur d'école qui prend contact immédiatement avec les personnes responsables de l'élève afin qu'elles en fassent connaître les motifs (conformément à l'article R.131-5 du code de l'éducation).

En application de l'article L.131-8 du code de l'éducation, lorsqu'un enfant manque momentanément la classe, les parents ou les personnes responsables doivent, sans délai, faire connaître au directeur d'école les motifs de cette absence ; celui-ci vérifie la légitimité du motif invoqué au regard des indications de ce même article. Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les autres motifs sont appréciés par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation.

Cependant, conformément à la circulaire n°2004-054 du 23 mars 2004, les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses énumérées dans l'arrêté interministériel du 3 mai 1989.

En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande d'autorisation d'absence. Cette demande est transmise à l'IA-DASEN, revêtue de l'avis du directeur d'école et de l'inspecteur chargé de la circonscription.

3.2. A l'école maternelle ou élémentaire

L'assiduité est obligatoire, conformément aux dispositions de l'article L.131-8 du code de l'éducation. Les responsables légaux de l'enfant peuvent demander à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription, après avis du directeur de l'école arrêté dans le cadre d'un dialogue avec l'équipe éducative, un aménagement du temps de présence à l'école maternelle des enfants scolarisés en petite section, dans les conditions définies par décret.

Conformément à l'article L113-1 du code de l'éducation, la scolarisation d'un élève de moins de trois ans, nécessite "un dialogue avec les familles" et fait l'objet d'une contractualisation concernant les conditions éducatives et pédagogiques de la scolarisation de ces très jeunes enfants.

Dès la première absence non justifiée, le directeur d'école établit des contacts étroits avec la ou les personnes responsables.

En cas d'absences répétées non justifiées, le directeur d'école applique avec vigilance les dispositions de l'article L.131-8 du code de l'éducation.

À compter de quatre demi-journées d'absences sans motif légitime ni excuse valable durant le mois, le directeur d'école saisit l'IA-DASEN sous couvert de l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

En cas d'absentéisme persistant, la démarche à mettre en œuvre à l'égard des parents doit permettre de poursuivre un dialogue avec eux. L'équipe pédagogique de l'école pourra s'appuyer, pour engager cette démarche, sur l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription et sur la conseillère technique de service social en faveur des élèves de l'IA-DASEN, qui pourront la guider si besoin vers le dispositif de soutien le plus approprié.

4. Accueil et surveillance des élèves

L'obligation de surveillance doit être exercée de manière effective et vigilante pendant la totalité du temps scolaire, c'est-à-dire pendant toute la durée au cours de laquelle l'élève est confié à l'institution scolaire. En application de l'article D.321-12 du code de l'éducation et de la circulaire ministérielle n°97-178 du 18 septembre 1997, la surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'état de la distribution des locaux et du matériel scolaire et de la nature des activités proposées. Le service de surveillance à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est réparti entre les maîtres en conseil des maîtres de l'école. Le nombre de personnes chargées d'assurer la surveillance doit tenir compte en particulier de l'importance des effectifs et de la configuration des lieux. C'est au directeur qu'il incombe de veiller à la bonne organisation générale du service de surveillance qui est défini en conseil des maîtres. Le service de surveillance des récréations peut être assuré par roulement par les enseignants. Le tableau de surveillance doit être affiché dans l'école.

Le conseil des maîtres de chaque école fixe les modalités spécifiques de surveillance adaptées à l'organisation pédagogique de l'école et à la configuration des locaux.

4.1. Dispositions générales

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant le début de la classe.

Les modalités pratiques d'accueil et de remise des élèves sont rappelées par le règlement intérieur de l'école.

4.2. Dispositions particulières à l'école maternelle

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis par la ou les personnes qui les accompagnent, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance soit au personnel chargé de l'accueil. Les élèves sont repris, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personnes responsables légales ou par toute personne nommément désignée par elles par écrit au directeur d'école, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou de transport ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

En cas de négligence répétée des responsables légaux pour que leur enfant soit repris à la sortie de chaque classe aux heures fixées par le règlement intérieur, le directeur d'école leur rappelle qu'ils sont tenus de respecter les dispositions fixées par le règlement intérieur. Si la situation persiste, le directeur d'école engage un dialogue approfondi avec ceux-ci pour prendre en compte les causes des difficultés qu'ils peuvent rencontrer et les aider à les résoudre. La persistance de ces manquements et le bilan du dialogue conduit avec la famille peuvent l'amener à transmettre une information préoccupante au président du conseil départemental dans le cadre de la protection de l'enfance, selon les modalités prévues par les protocoles départementaux.

4.3. Dispositions particulières à l'école élémentaire

À l'issue des classes du matin et de l'après-midi, la sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un enseignant dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires, sauf pour les élèves pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou de transport, ou par un dispositif d'accompagnement ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit. Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les parents assument la responsabilité de leur enfant selon les modalités qu'ils choisissent.

4.4. Droit d'accueil en cas de grève

En cas de grève des personnels enseignants, en application des dispositions de l'article L.133-4 et de l'article L.133-6 du code de l'éducation, lorsque le service d'accueil est mis en place par la commune, l'EPCI ou le syndicat scolaire suivant les modalités qu'ils déterminent, celui-ci peut accueillir des élèves dans les locaux des écoles maternelles et élémentaires publiques, y compris lorsque ceux-ci continuent d'être utilisés en partie pour les besoins de l'enseignement. La responsabilité administrative de l'État se substitue à celle de la commune dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée en raison d'un fait dommageable commis ou subi par un élève du fait de l'organisation ou du fonctionnement du service d'accueil (conformément à l'article L.133-9 du code de l'éducation).

5. Le dialogue avec les familles

L'article L.111-4 du code de l'éducation dispose que les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative, définie à l'article L.111-3 du code de l'éducation. Ils sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun, sont assurés dans chaque école (conformément à la circulaire n°2006-137 du 25 août 2006 et à la circulaire n°2013-142 du 15 octobre 2013 qui vise à renforcer la coopération entre les parents et l'école dans les territoires). Les formulaires administratifs qui leur sont destinés permettent de choisir entre les termes père, mère ou représentant légal et tiennent ainsi compte de la diversité des situations familiales.

5.1. L'information des parents

Le suivi de la scolarité par les parents implique que ceux-ci soient bien informés du fonctionnement de l'école, des acquis mais également du comportement scolaire de leur enfant. À cette fin, le directeur d'école organise :

- des réunions chaque début d'année, pour les parents des élèves nouvellement inscrits ;
- des rencontres entre les parents et l'équipe pédagogique au moins deux fois par an, et chaque fois que lui-même ou le conseil des maîtres le jugent nécessaire, en application de l'article D.111-2 du code de l'éducation ;
- la communication régulière du livret scolaire aux parents en application de l'article D.111-3 du code de l'éducation ;
- si nécessaire, l'information relative aux acquis et au comportement scolaires de l'élève.

Conformément à l'article D.111-4 du code de l'éducation, le directeur d'école et les enseignants veillent à ce qu'une réponse soit donnée aux demandes d'information et d'entrevues présentées par les parents. Toute réponse négative doit être motivée.

Une présentation des conditions d'organisation du dialogue entre l'école et les parents a lieu, notamment à l'occasion de la première réunion du conseil d'école.

Le règlement de l'école fixe, en plus de ces dispositions, toutes mesures pratiques propres à améliorer la qualité, la transparence de l'information, faciliter les réunions, favoriser la liaison entre les parents et les enseignants conformément à la circulaire du 15 octobre 2013 précitée.

5.2. La représentation des parents

En application de l'article L.111-4 du code de l'éducation et des articles D.111-11 à D.111-15, les parents d'élèves peuvent s'impliquer dans la vie de l'école grâce aux représentants aux conseils d'école qui exercent toutes fonctions prévues par l'article D.111-2 du même code.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 mai 1985 relatif au conseil d'école, tout parent d'élève peut se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école, sur une liste composée d'au moins deux noms de candidats. Le directeur d'école doit permettre aux associations de parents d'élèves de l'école de faire connaître leur action aux autres parents d'élèves de l'école. A cet effet, les documents remis par les associations sont distribués aux élèves pour être donnés à leurs parents au fur et à mesure de leur remise (article D.111-9).

Les horaires de réunion des conseils d'école sont fixés de manière à permettre la représentation des parents d'élèves.

Les représentants des parents d'élèves titulaires (égaux au nombre de classes de l'école) et qui votent au conseil d'école doivent disposer des informations nécessaires à l'exercice de leur mandat. Ils ont le droit d'informer et de rendre compte des travaux des instances dans lesquelles ils siègent (conformément à la circulaire du 25 août 2006 précitée).

6. Usage des locaux, hygiène et sécurité

6.1. Utilisation des locaux ; responsabilité

Le directeur d'école fixe les modalités d'utilisation des locaux scolaires pendant les heures et périodes au cours desquelles ils sont utilisés pour les besoins de l'enseignement et de la formation.

Les dispositions de l'article L.212-15 du code de l'éducation permet au maire d'utiliser sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces activités doivent être compatibles avec la nature des installations, l'aménagement des locaux et le fonctionnement normal du service. Elles doivent également respecter les principes de neutralité et de laïcité. Dans ce cas, il est vivement conseillé d'établir une convention entre le maire, le directeur d'école et l'organisateur des activités.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'éducation, le directeur d'école doit veiller à la bonne marche de l'école ; à cette fin, il surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels. Conformément au code du travail, article R4121-1 les risques identifiés sont consignés dans le document unique d'évaluations des risques (DUER) actualisé annuellement. En cas de risque constaté par lui-même ou par les enseignants, il prend les mesures appropriées ; il peut s'adresser notamment aux représentants du personnel de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail départementale (FSSSCT) ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, au conseiller départemental de prévention ou à l'assistant de prévention de circonscription. Il informe du risque, par écrit, le maire de la commune, en adressant copie à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

En vue de leur maintien en bon état, les conditions d'utilisation des locaux scolaires, de leurs équipements, et du matériel d'enseignement sont fixées par le règlement intérieur de l'école.

6.2. Accès aux locaux scolaires

L'entrée dans l'école et ses annexes pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire. L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école. Un contrôle renforcé des entrées est organisé conformément à l'instruction interministérielle relative au renforcement des mesures de sécurité et de gestion de crise applicables dans les écoles et les établissements scolaires du 12 avril 2017.

6.3. Hygiène et salubrité des locaux

A l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens.

Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale. Une vigilance doit être exercée à l'égard des sanitaires afin de sécuriser leur utilisation par les élèves.

L'interdiction absolue de fumer à l'intérieur des locaux scolaires ainsi que dans les lieux non couverts pendant la durée de leur fréquentation par les élèves, prévue à l'article D.521-17 du code de l'éducation, doit être rappelée par affichage et mentionnée dans le règlement intérieur de l'école.

6.4. Organisation des soins et des urgences

Le directeur d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel. Cette organisation précise notamment les modalités d'accueil des élèves malades et handicapés, les conditions d'administration des soins et de mise en œuvre des projets d'accueil individualisés. Un registre spécifique indiquant pour chaque élève concerné les mesures de soins et d'urgence prises sera tenu. Ce protocole d'organisation des soins sera porté à la connaissance des élèves et des familles.

Le directeur d'école peut s'appuyer sur l'avis technique des médecins et des infirmiers de l'éducation nationale qui apportent leur expertise dans ce domaine.

En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins et les urgences sont assurés en priorité par les personnels titulaires, soit de l'unité d'enseignement Prévention et Secours Civiques (PSC1), soit du certificat de Sauvetage Secourisme du Travail (SST).

Toutefois, il convient de rappeler qu'il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger en veillant particulièrement à ce que la situation ne soit pas aggravée par un retard dans l'appel aux services d'urgence ou par des interventions non contrôlées.

Dans tous les cas, le Samu-Centre 15 territorialement compétent permet le recours permanent à un médecin urgentiste qui peut donner des conseils à toute personne témoin d'un accident ou d'un malaise.

6.5. Sécurité

Des exercices de sécurité incendie dont le premier se déroulant au cours du mois de septembre, ont lieu conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'article R.123-12 du code de la construction et de l'habitation. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Le registre

de sécurité, où sont répertoriés les renseignements indispensables permettant d'assurer la sécurité, prévu à l'article R.122-29 du code de la construction et de l'habitation, est communiqué au conseil d'école.

Le directeur d'école peut saisir la commission locale de sécurité, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école.

Conformément au décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (articles 5-5 à 5-10), un Registre de Danger Grave et Imminent (RSDGI) est tenu par le directeur à la disposition des agents.

Chaque école met en place un Plan Particulier de Mise en Sûreté face aux risques majeurs liés aux aléas naturels et technologiques (PPMS-RM) dont les modalités de mise en œuvre sont prévues par la circulaire n°2015-205 du 25 novembre 2015.

Un plan particulier de mise en sûreté lié au risque attentat-intrusion (PPMS-AI) est mis en place conformément à l'instruction interministérielle du 12 avril 2017.

La circulaire du 8 juin 2023 relative aux Plans Particuliers de Mise en Sécurité (PPMS), destinée à préciser les conditions de la loi Rilhac prévoit la mise en place progressive d'un PPMS unifié élaboré par l'autorité académique. L'ensemble des écoles disposera d'un PPMS unifié au plus tard à la rentrée 2028.

Aussi longtemps qu'une école n'est pas dotée d'un PPMS unifié, les PPMS risques majeurs et les PPMS attentat intrusion restent en vigueur. Le directeur d'école demeure responsable de leur actualisation et de leur mise en œuvre.

Un exercice type attentat intrusion est obligatoirement organisé au cours du 1^{er} trimestre dans l'école.

Lorsqu'un événement grave ayant un retentissement important sur la communauté éducative (incident scolaire ou accident scolaire graves) ou un fait à caractère pénal se produit dans l'école, celle-ci complète une fiche de signalement d'incident ou d'infraction en milieu scolaire et la transmet sans délai à la direction des services départementaux de l'éducation nationale en adressant copie à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription. Les documents concernant la mise en œuvre de l'article 40 du code de procédure pénale sont mis à disposition par voie dématérialisée.

Il convient de se connecter à l'application « Faits Établissement » via le portail Arena, en sélectionnant l'onglet « Enquêtes et pilotage », puis l'onglet « pilotage Établissements ».

Le personnel et les usagers de l'école peuvent inscrire dans le registre de santé et sécurité au travail (RSST) toutes observations et suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail, conformément à l'article 3-2 du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

En cas d'enlèvement d'enfant, un signalement au procureur de la République doit être fait immédiatement avec copie à la DSDEN. Il doit s'agir d'un enlèvement avéré et non d'une disparition, même inquiétante. La victime doit être mineure et sa vie ou son intégrité physique doit être en danger. La décision de déclencher le plan « Alerte Enlèvement » est prise par le procureur de la République territorialement compétent.

6.6. Dispositions particulières

Le règlement intérieur prévoit une liste de matériels ou objets dont l'introduction à l'école est prohibée en raison des risques éventuels à prévenir en matière d'hygiène et de sécurité. Il est rappelé que les cutters sont formellement interdits.

Seules peuvent être organisées par l'école les collectes autorisées au niveau national par le ministre de l'éducation nationale. Les souscriptions ou tombolas peuvent être autorisées par l'inspecteur de l'éducation nationale chargé d'une circonscription sur proposition du directeur et après avis du conseil d'école.

7. Les intervenants extérieurs à l'école

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes

fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité (conformément notamment à la circulaire n°2001-053 du 28 mars 2001). Les parents d'élèves ne sont pas soumis à l'interdiction du port de signes manifestant une appartenance religieuse. Il convient de s'assurer de leur compréhension du principe de laïcité et de son application à l'école.

Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école. Le directeur d'école veillera à ce que toute personne extérieure à l'école et intervenant auprès des élèves offre toutes les garanties requises par ces principes ; il pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne les respecterait pas.

7.1. Participation des parents ou autres accompagnateurs bénévoles

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires (conformément à la circulaire MENE2310475C du 13 juin 2023) et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires.

Il peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative.

Dans tous les cas, le directeur d'école délivre une autorisation écrite précisant le nom du parent ou du participant, l'objet, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

7.2. Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

Tous les intervenants extérieurs qui apportent une contribution à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires d'enseignement sont soumis à une autorisation du directeur d'école. Les intervenants rémunérés ainsi que les bénévoles intervenant notamment dans le champ de l'éducation physique et sportive doivent également être agréés par l'IA-DASEN et leur situation doit être préalablement vérifiée au fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijais) pour les catégories professionnelles bénéficiant d'une réputation d'agrément. Pour l'attribution de ces agréments, il convient de se reporter à la circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 relative à la participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires et à la circulaire interministérielle n°2017-116 du 6-10-2017 relative à l'encadrement des activités physiques et sportives.

7.3. Intervention des associations

Il est rappelé qu'en application des articles D.551-1 à D551-6 du code de l'éducation, une association qui apporte son concours à l'enseignement public a la possibilité de faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes :

- interventions pendant le temps scolaire, en appui aux activités d'enseignement conduites par l'école ;
- organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire ;
- contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

Cet agrément est accordé pour cinq ans par arrêté du ministre de l'éducation nationale ou du recteur selon le niveau d'intervention de l'association.

L'intervention d'une association ainsi agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école. Cet accord ne vaut que pour une période précise, dans le cadre d'un projet pédagogique défini. Les associations agréées interviennent en appui aux activités d'enseignement, sans toutefois se substituer à elles.

L'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription doit être informé par le directeur d'école des autorisations d'intervention accordées. Il vérifie l'agrément avant le début de l'intervention. En application de l'article D.551-6 du code de l'éducation, le directeur d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité, pour une intervention exceptionnelle, s'il a auparavant informé, par la voie hiérarchique, l'IA-DASEN du projet d'intervention. Après avoir pris connaissance de ce projet, l'IA-DASEN peut notifier au directeur d'école son opposition à l'action projetée.

II. Droits et obligations des membres de la communauté éducative

La communauté éducative, définie par l'article L.111-3 du code de l'éducation, rassemble, à l'école, les élèves et tous ceux qui, dans l'école ou en relation avec elle, participent à l'accomplissement de ses missions. Elle réunit les personnels de l'école, les parents d'élèves, les collectivités territoriales compétentes pour l'école ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux associés au service public d'éducation.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l'action de l'école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de laïcité et neutralité (conformément à l'article L.141-5-1 du code de l'éducation issu de la loi n°2004-228 du 15 mars 2004) ; ils doivent, en outre, faire preuve d'une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l'école. Le directeur d'école doit signaler les comportements inappropriés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Le règlement intérieur de l'école rappelle les droits et obligations qui s'imposent à tous les membres de la communauté éducative en prenant en compte les indications ci-dessous.

1. Les élèves

Droits : en application des conventions internationales auxquelles la France a adhéré, les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ainsi, conformément à l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 ratifiée par la France le 7 août 1990, « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention ». En conséquence, le règlement intérieur de l'école doit préciser que « tout châtiement corporel ou traitement humiliant est strictement interdit ».

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité. En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s'appliquant non seulement aux relations à l'intérieur de l'école, mais aussi à l'usage d'Internet dans le cadre scolaire.

Obligations : chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises. L'article L511-5 du code de l'éducation interdit l'usage du téléphone portable dans les écoles publiques. Cette interdiction s'applique également aux activités liées à l'enseignement organisées en dehors de l'établissement scolaire, par exemple l'éducation physique et sportive, les sorties et les voyages scolaires. Le règlement intérieur peut toutefois autoriser, à titre dérogatoire, l'utilisation du téléphone portable dans des lieux et circonstances qu'il précise. Les dérogations apportées par le règlement intérieur au principe de l'interdiction du téléphone portable posé par le législateur doivent demeurer limitées notamment dans le cadre des usages pédagogiques.

Le développement des appareils numériques a facilité l'usage de la photographie en milieu scolaire. Le droit à l'image se définit non pas par rapport à la loi mais par un ensemble de décisions jurisprudentielles basées sur l'application de l'article 9 du Code civil. Avant de pouvoir utiliser l'image d'une personne (mineur ou adulte), il faut veiller à ce qu'elle ne porte pas atteinte à sa vie privée. « Toute personne a, sur son image et sur l'utilisation qui en est faite, un droit exclusif et peut s'opposer à sa diffusion sans son autorisation » (Cour d'Appel de Versailles, 21 mars 2002)."

2. Les parents

Droits : les parents sont représentés au conseil d'école et associés au fonctionnement de l'école dans les conditions définies par l'article L.411-1 du code de l'éducation. Des échanges et des réunions régulières doivent être organisés par le directeur d'école et l'équipe pédagogique à leur attention selon des horaires compatibles avec les contraintes matérielles des parents. Ils ont le droit d'être informés des acquis et du comportement scolaire de leur enfant. Ils ont la possibilité de se faire accompagner d'une tierce personne qui peut être un représentant de parent. Dans chaque école, doit être prévu un espace à l'usage des parents d'élèves et de leurs délégués.

Obligations : les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité par leurs enfants ; ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école. Le règlement intérieur de l'école détermine les modalités de contrôle de ces obligations. La participation des parents aux réunions et rencontres

auxquelles les invitent le directeur d'école ou l'équipe pédagogique est un facteur essentiel pour la réussite des enfants. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité, notamment en ce qui concerne les prescriptions de l'article L. 141-5-1 du code de l'éducation, et de s'engager dans le dialogue que leur directeur d'école leur propose en cas de difficulté. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

3. Les personnels enseignants et non enseignants

Droits : tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative : les membres de l'enseignement public bénéficient de la protection prévue par l'article L.911-4 du code de l'éducation.

Obligations : tous les personnels ont l'obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s'interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l'égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.

Les enseignants doivent être à l'écoute des parents et répondre à leurs demandes d'informations sur les acquis et le comportement scolaires de leur enfant. Ils doivent être, en toutes occasions, garants du respect des principes fondamentaux du service public d'éducation et porteurs des valeurs de l'École.

4. Les partenaires et intervenants

Toute personne intervenant dans l'école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus et le règlement intérieur de l'école.

5. Les règles de vie à l'école

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble » et la compréhension des attentes de l'école. Ces règles sont explicitées dans le cadre du projet de classe. L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein. À ce titre, diverses formes d'encouragement sont prévues dans le règlement intérieur de l'école, pour favoriser les comportements positifs.

À l'inverse, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant. Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant, ni conduire à son exclusion de l'école. Elles sont prévues dans le règlement intérieur de l'école.

Les mesures d'encouragement ou de réprimande, de nature différente en fonction de l'âge de l'élève, sont expliquées et connues de tous.

Les réprimandes doivent faire l'objet, au sein de l'école, d'une réflexion de l'équipe éducative autour des grands principes suivants :

- La réactivité de l'école : à tout manquement au règlement intérieur, il est indispensable qu'une réponse rapide, cohérente pour l'ensemble de l'école et adaptée, soit apportée.
- Le contradictoire : avant toute réponse au manquement à la règle, il est impératif d'instaurer un dialogue avec l'élève pour entendre ses raisons ou arguments. La réponse doit s'appuyer sur des éléments de preuve qui peuvent faire l'objet de discussions entre les parties.
- La proportionnalité de la réponse : la réponse doit être graduée en fonction du manquement à la règle. Ainsi, le fait qu'un élève ait déjà été réprimandé ne justifie pas à lui seul qu'une punition lourde soit prononcée pour un manquement de moindre gravité.
- L'individualisation de la réponse : toute punition s'adresse à une personne et ne doit en aucun cas être collective. Il faut tenir compte du degré de responsabilité de l'élève, de sa personnalité et du contexte.

- L'information et l'implication de la famille : Lorsque le comportement d'un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe malgré la concertation engagée avec les responsables légaux, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative définie à l'article D.321-16 du code de l'éducation. Le psychologue scolaire et le médecin de l'éducation nationale doivent être associés à l'évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées : aide, conseils d'orientation vers une structure de soin. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l'école (services sociaux, éducatifs, de santé, communes, etc.).

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes. En tout état de cause, l'élève ne doit à aucun moment être laissé seul sans surveillance.

Toute punition à caractère humiliant, tout châtiment corporel, toute exclusion de l'école, toute privation complète de récréation ou d'une activité scolaire sont strictement interdits à l'école.

Il peut être fait appel à une personne ressource désignée par l'équipe éducative, notamment en son sein, pour aider :

- l'élève à intégrer les règles du « vivre ensemble » et à rétablir une relation de confiance avec son enseignant ;
- l'enseignant à analyser les causes des difficultés et à renouer les liens avec l'élève et sa famille ;
- les parents à analyser la situation, à rechercher des solutions et à renouer des liens avec l'école.

Des modalités de prise en charge de l'élève par les enseignants des réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté (RASED), peuvent également être envisagées, conformément aux dispositions de la circulaire n° 2009-088 du 17 juillet 2009.

Conformément à l'article R.411-11-1 du code de l'éducation, le directeur peut :

- lorsque le comportement intentionnel et répété d'un élève fait peser un risque caractérisé sur la sécurité et la santé d'un autre élève de l'école, après avoir réuni l'équipe éducative : mettre en œuvre, en associant les parents de l'élève dont le comportement est en cause, toute mesure éducative de nature à faire cesser ce comportement ;
- à titre conservatoire, suspendre l'accès à l'établissement de l'élève dont le comportement est en cause pour une durée maximale de 5 jours ;
- saisir par voie hiérarchique, le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN), en cas de persistance du comportement de l'élève. Le DASEN peut demander au maire de procéder à la radiation de cet élève de l'école et à son inscription dans une autre école de la commune ou, dans le cas d'un EPCI, dans une école du territoire de cet établissement. Lorsque la commune ne compte qu'une seule école publique, la radiation de l'élève ne peut intervenir que si le maire d'une autre commune accepte de procéder à son inscription dans une école de cette commune ;
- à titre conservatoire, suspendre l'accès de l'école à l'élève pendant la durée de la procédure définie au paragraphe précédent.

Dans tous les cas, l'élève devra faire l'objet d'un suivi pédagogique et éducatif renforcé jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

6. Le règlement intérieur de l'école

Le règlement intérieur de l'école doit rappeler dans son préambule les principes fondamentaux du service public de l'éducation : principes de gratuité de l'enseignement, de neutralité et de laïcité

Le règlement intérieur de l'école, qui est le premier vecteur d'un climat scolaire serein pour l'ensemble de la communauté éducative, est établi et revu annuellement par le conseil d'école. Il prend en compte les droits et obligations de chacun des membres de la communauté éducative pour déterminer les règles de vie collective qui s'appliquent à tous dans l'enceinte de l'école. Il rappelle les règles de civilité et de comportement. Il ne saurait en aucun cas se réduire à un énoncé des obligations des seuls élèves. Au contraire, il doit permettre de créer les conditions de prise en charge progressive par les élèves eux-mêmes de la responsabilité de certaines de leurs activités.

Il détermine, notamment, les modalités selon lesquelles sont mis en application :

- le respect des principes fondamentaux rappelés ci-dessus ;

- le devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et ses convictions ;
- les garanties de protection contre toute agression physique ou morale et le devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence en application de l'article L. 111-6 du code de l'éducation.

Le règlement intérieur prévoit l'application de l'interdiction de l'utilisation du téléphone portable et de tout autre équipement terminal de communications électroniques à l'école conformément à l'article L. 511-5 du code de l'éducation.

Le règlement intérieur de l'école détermine les modalités d'application de l'obligation d'assiduité mentionnée à l'article L.511-1 du code de l'éducation. Il précise, notamment, les conditions dans lesquelles les absences des élèves sont signalées aux personnes responsables.

Le règlement intérieur de l'école précise :

- les horaires de l'école et les dispositions prises pour en assurer le respect ;
- les modalités d'information des responsables légaux et l'organisation du dialogue entre les familles et l'équipe pédagogique ;
- les règles d'hygiène et de sécurité, enseignées aux élèves, qu'ils doivent pratiquer à l'intérieur de l'école et dresse la liste des objets dangereux prohibés à l'intérieur de l'école ;
- les dispositions prises pour prévenir le harcèlement entre élèves. Conformément à l'article L. 111-6 du code de l'éducation qui précise qu'aucun élève ne doit subir, de la part d'autres élèves, des faits de harcèlement ayant pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions d'apprentissage susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité ou d'altérer sa santé physique ou mentale ;
- les possibilités pour le directeur de suspendre l'accès de l'école à l'élève, à titre conservatoire, durant 5 jours maximum et/ou durant la procédure de réaffectation de l'élève à la charge du DASEN.

Le règlement intérieur de l'école comporte un chapitre consacré aux mesures positives d'encouragement ainsi qu'à la discipline des élèves qui indique des réprimandes et des punitions de nature différente en fonction de l'âge de l'élève, ainsi que des mesures positives d'encouragement. Le recours à ces mesures doit toujours avoir une visée éducative, ce qui suppose une adaptation à chaque situation.

Le règlement intérieur de l'école est porté à la connaissance de l'ensemble des membres de la communauté éducative : il est à la fois un outil d'information pour les responsables légaux et les partenaires ou intervenants, et un outil éducatif pour les élèves. Sa mise en œuvre est étroitement liée à l'action pédagogique de l'école, dans la perspective de la maîtrise progressive des compétences sociales et civiques définies par le socle commun de connaissance, de compétences et de culture. Par conséquent, les règles de discipline en classe prennent sens dans le contexte de l'organisation et du fonctionnement de l'école définis par le projet d'école. Elles doivent s'appliquer dans le souci d'une cohérence éducative et elles peuvent prendre en compte la stratégie globale développée dans un ensemble d'écoles situées sur le même territoire.

Le règlement intérieur est présenté, en début d'année scolaire, par le directeur d'école aux responsables légaux des élèves nouvellement inscrits. À l'occasion de l'admission d'un élève à l'école, ses parents ou responsables légaux attestent qu'ils ont pris connaissance du règlement intérieur.

Le règlement intérieur des écoles maternelles et des écoles élémentaires publiques est voté par le conseil d'école compte tenu des dispositions du règlement départemental.

Il est approuvé ou modifié chaque année lors de la première réunion du conseil d'école.

III. **Annexes**

Annexe 1 : Organisation du temps scolaire pour chaque école du département (*)

Annexe 2 : [Charte de la laïcité](#)

(*) L'organisation du temps scolaire fera l'objet d'une actualisation au CDEN de novembre 2024.

Préfecture de Haute-Saône

70-2024-04-02-00008

Arrêté du 2 avril 2024 abrogeant l'arrêté
n°70-2023-09-29-00006 du 29 septembre 2023
portant renouvellement d'ouverture temporaire
au trafic aérien international de l'aérodrome de
Gray Saint-Adrien au profit de la société JG
Aviation pour une activité de maintenance
d'aéronefs



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,
de l'immigration et des libertés publiques
Bureau des élections et de la réglementation**

Arrêté

abrogeant l'arrêté n°70-2023-09-29-00006 du 29 septembre 2023
portant renouvellement d'ouverture temporaire
au trafic aérien international de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien
au profit de la société JG Aviation
pour une activité de maintenance d'aéronefs

Le préfet de la Haute-Saône

- VU le code des douanes communautaire ;
- VU le code des douanes ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2215-1 ;
- VU le code des transports et notamment ses articles L6211-2 et L6212-2 ;
- VU l'arrêté du 24 octobre 2017 relatif au franchissement des frontières par les personnes et les marchandises sur les aérodromes qui abroge l'arrêté interministériel du 20 avril 1998, modifié par l'arrêté du 18 avril 2002, portant ouverture des aérodromes au trafic international ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- VU le décret du 9 avril 2021 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, M. Michel ROBQUIN ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 70-2023-10-16-00001 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Michel ROBQUIN, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2014-252-0001 du 9 septembre 2014 portant ouverture temporaire au trafic aérien international de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 70-2023-09-29-00006 du 29 septembre 2023 portant renouvellement d'ouverture temporaire au trafic aérien international de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien au profit de la Société JG Aviation pour une activité de maintenance d'aéronefs ;

Direction de la citoyenneté,
de l'immigration et des libertés publiques
Tél. 03 84 77 70 00
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

VU la convention signée le 2 avril 2024 entre l'exploitant de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien et le directeur régional des douanes, relative au statut d'aéroport international de l'Union (AIU) ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral n° 70-2023-09-29-00006 du 29 septembre 2023 portant renouvellement d'ouverture temporaire au trafic aérien international de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien au profit de la Société JG Aviation pour une activité de maintenance d'aéronefs est abrogé.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur zonal de la police aux frontières à Metz et le directeur régional des douanes à Besançon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur zonal de la police aux frontières à Metz (dcpaf-bpa-metz@interieur.gouv.fr) ;
- le directeur régional des douanes à Besançon (pae-franche-comte@douane.finances.gouv.fr) ;
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône (ggd70@gendarmerie.interieur.gouv.fr) ;
- Mme le colonel, commandant la BA 116 à Luxeuil-les-Bains (ba116.cdq@intradef.gouv.fr - bgair.luxeuil-les-bains@gendarmerie.defense.gouv.fr) ;
- M. le colonel, directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Saône (sdis70@sdis70.fr) ;
- M. le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est à Entzheim (dsac-ne-plateformes-bf@aviation-civile.gouv.fr) ;
- M. le directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne – Franche-Comté (ars-bfc-defense@ars.sante.fr) ;
- M. le responsable de l'aérodrome de Gray Saint-Adrien (a.messelot@laposte.net) ;
- M. Thomas GROSCLAUDE, directeur général de JG Aviation (thomas.grosclaude@jgaviation.eu).

Fait à Vesoul, le 2 avril 2024

Pour le préfet,
et par délégation,
Le secrétaire général


Michel ROBQUIN

Direction de la citoyenneté,
de l'immigration et des libertés publiques
Tél. 03 84 77 70 00
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

Préfecture de Haute-Saône

70-2024-04-02-00003

Arrêté portant réquisition du docteur Aurélien
JUILLET pour la garde du 29 avril 2024



**Arrêté n°70-2023-03-
Portant réquisition du docteur Aurélien JUILLET**

Le préfet de la Haute-Saône

VU les articles L.6314-1, R.4127-77, R.6315-1 à R.6315-7 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU 2018-131 fixant le cahier des charges de la permanence des soins de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU les tableaux de garde du mois d'avril 2024 des territoires de garde du département de Haute-Saône transmis par le conseil départemental de l'ordre des médecins de Haute-Saône ;

VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;

Considérant que, conformément à l'article R.4127-77 du code de la santé publique, « il est du devoir du médecin de participer à la permanence des soins dans le cadre des lois et des règlements qui l'organisent ». Que l'article L.6314-1 du code de la santé publique précise que « la mission de service public de permanence des soins est assurée, en collaboration avec les établissements de santé, par les médecins mentionnés à l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale, dans le cadre de leur activité libérale, et aux articles L. 162-5-10 et L. 162-32-1 du même code, dans les conditions définies à l'article L. 1435-5 du présent code ».

Considérant que suite aux mots d'ordre de grève illimité des médecins généralistes lancé depuis le 26 décembre 2022, il est constaté un risque de carence de la permanence des soins ambulatoires sur le secteur de garde de Vesoul ;

Considérant que, conformément à l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, « en cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé, pour toutes les communes du département ou plusieurs ou une seule d'entre elles, réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées ».

Considérant que la carence de la permanence des soins ambulatoires constitue un risque grave pour la santé publique et un trouble à la sécurité publique, ainsi que l'existence d'une situation d'urgence en l'absence d'autre moyen pour faire face à ce risque ;

Considérant que le report des patients sur les urgences présente le risque d'un engorgement de celles-ci et par conséquent d'une augmentation du temps d'accès à un moyen de soins pour le patient, préjudiciable à celui-ci ;

Considérant qu'aucun autre moyen n'a pu être identifié en lien avec le CRRA 15 et le CDOM pour assurer la garde ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de garantir la mise en œuvre de la permanence des soins sur le secteur de Vesoul ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur de Vesoul, selon les modalités détaillées dans le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires, il est procédé à la réquisition du médecin ci-après désigné :

Docteur Aurélien JUILLET
Médecin généraliste
27 bis rue Pierre Curie
70 000 NAVENNE

Pour assurer la garde du **lundi 29 avril 2024 (de 20h à 24h)** à la maison médicale de garde rue René Heymes à Vesoul.

Article 2 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture pour les tiers, faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

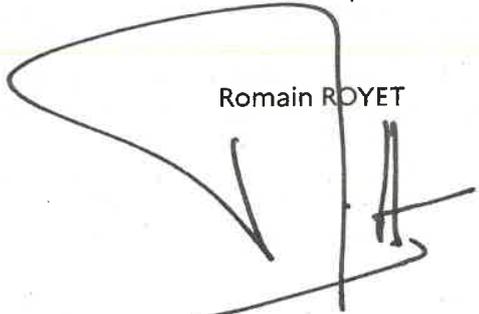
Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Article 4 : Conformément à l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, le refus de déférer aux réquisitions de l'autorité publique est puni de 6 ans d'emprisonnement et 10 000 euros d'amende.

Fait à Vesoul, le

Le Préfet,

Romain ROYET



Préfecture de Haute-Saône

70-2024-04-02-00002

Arrêté portant réquisition du docteur Chloé
CYLINSKI pour la garde du 27 avril 2024



**Arrêté n°70-2024-03-
Portant réquisition du docteur Chloé CYLINSKI**

Le préfet de la Haute-Saône

VU les articles L.6314-1, R.4127-77, R.6315-1 à R.6315-7 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU 2018-131 fixant le cahier des charges de la permanence des soins de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU les tableaux de garde du mois d'avril 2024 des territoires de garde du département de Haute-Saône transmis par le conseil départemental de l'ordre des médecins de Haute-Saône ;

VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;

Considérant que, conformément à l'article R.4127-77 du code de la santé publique, « il est du devoir du médecin de participer à la permanence des soins dans le cadre des lois et des règlements qui l'organisent ». Que l'article L.6314-1 du code de la santé publique précise que « la mission de service public de permanence des soins est assurée, en collaboration avec les établissements de santé, par les médecins mentionnés à l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale, dans le cadre de leur activité libérale, et aux articles L. 162-5-10 et L. 162-32-1 du même code, dans les conditions définies à l'article L. 1435-5 du présent code ».

Considérant que suite aux mots d'ordre de grève illimité des médecins généralistes lancé depuis le 26 décembre 2022, il est constaté un risque de carence de la permanence des soins ambulatoires sur le secteur de garde de Vesoul ;

Considérant que, conformément à l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, « en cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé, pour toutes les communes du département ou plusieurs ou une seule d'entre elles, réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées ».

Considérant que la carence de la permanence des soins ambulatoires constitue un risque grave pour la santé publique et un trouble à la sécurité publique, ainsi que l'existence d'une situation d'urgence en l'absence d'autre moyen pour faire face à ce risque ;

Considérant que le report des patients sur les urgences présente le risque d'un engorgement de celles-ci et par conséquent d'une augmentation du temps d'accès à un moyen de soins pour le patient, préjudiciable à celui-ci ;

Considérant qu'aucun autre moyen n'a pu être identifié en lien avec le CRRA 15 et le CDOM pour assurer la garde ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de garantir la mise en œuvre de la permanence des soins sur le secteur de Vesoul ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur de Vesoul, selon les modalités détaillées dans le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires, il est procédé à la réquisition du médecin ci-après désigné :

Docteur CYLINSKI Chloé
Médecin généraliste
1 place du Général de Gaulle
70 000 PUSEY

Pour assurer la garde du **samedi 27 avril 2024 (de 12h à 24h)** à la maison médicale de garde rue René Heymes à Vesoul.

Article 2 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture pour les tiers, faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

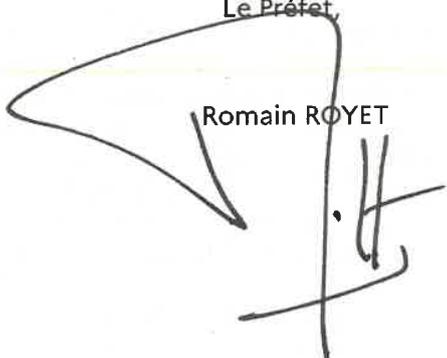
Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Article 4 : Conformément à l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, le refus de déférer aux réquisitions de l'autorité publique est puni de 6 ans d'emprisonnement et 10 000 euros d'amende.

Fait à Vesoul, le

Le Préfet,

Romain ROYET



Préfecture de Haute-Saône

70-2024-04-02-00001

Arrêté portant réquisition du docteur Luc
RENAUD pour la garde du 20 avril 2024



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du cabinet
Service des sécurités**

**Arrêté n°70-2024-03-
Portant réquisition du docteur Luc RENAUD**

Le préfet de la Haute-Saône

VU les articles L.6314-1, R.4127-77, R.6315-1 à R.6315-7 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU 2018-131 fixant le cahier des charges de la permanence des soins de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

VU les tableaux de garde du mois d'avril 2024 des territoires de garde du département de Haute-Saône transmis par le conseil départemental de l'ordre des médecins de Haute-Saône ;

VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;

Considérant que, conformément à l'article R.4127-77 du code de la santé publique, « il est du devoir du médecin de participer à la permanence des soins dans le cadre des lois et des règlements qui l'organisent ». Que l'article L.6314-1 du code de la santé publique précise que « la mission de service public de permanence des soins est assurée, en collaboration avec les établissements de santé, par les médecins mentionnés à l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale, dans le cadre de leur activité libérale, et aux articles L. 162-5-10 et L. 162-32-1 du même code, dans les conditions définies à l'article L. 1435-5 du présent code » ;

Considérant que suite aux mots d'ordre de grève illimité des médecins généralistes lancé depuis le 26 décembre 2022, il est constaté un risque de carence de la permanence des soins ambulatoires sur le secteur de garde de Vesoul ;

Considérant que, conformément à l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, « en cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé, pour toutes les communes du département ou plusieurs ou une seule d'entre elles, réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées » ;

Considérant que la carence de la permanence des soins ambulatoires constitue un risque grave pour la santé publique et un trouble à la sécurité publique, ainsi que l'existence d'une situation d'urgence en l'absence d'autre moyen pour faire face à ce risque ;

Considérant que le report des patients sur les urgences présente le risque d'un engorgement de celles-ci et par conséquent d'une augmentation du temps d'accès à un moyen de soins pour le patient, préjudiciable à celui-ci ;

Considérant qu'aucun autre moyen n'a pu être identifié en lien avec le CRRA 15 et le CDOM pour assurer la garde ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, de garantir la mise en œuvre de la permanence des soins sur le secteur de Vesoul ;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Afin d'assurer la permanence des soins sur le secteur de Vesoul, selon les modalités détaillées dans le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires, il est procédé à la réquisition du médecin ci-après désigné :

Docteur Luc RENAUD
Médecin généraliste
28, rue de l'ancienne mairie
70 000 FROTEY LES VESOUL

Pour assurer la garde du **samedi 20 avril 2024 (de 12h à 24h)** à la maison médicale de garde rue René Heymes à Vesoul.

Article 2 : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture pour les tiers, faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Article 4 : Conformément à l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, le refus de déférer aux réquisitions de l'autorité publique est puni de 6 ans d'emprisonnement et 10 000 euros d'amende.

Fait à Vesoul, le

Le Préfet,
Dominique ROYET

